

# Stellungnahmen regionaler Statistikstellen zur Empfehlung des Ethikrates

## Dienstleistungen durch Statistikstellen

### Allgemeine Bemerkungen

#### Kanton St. Gallen, Theo Hutter

Die überarbeitete Fassung des Empfehlungspapiers "Dienstleistungen" berücksichtigt die von KORSTAT eingebrachten Kritikpunkte an der ersten Version des Papiers. Aus meiner Sicht sind die Empfehlungen nun ein sinnvolles und brauchbares Hilfsmittel für die regionalen Statistikstellen.

#### Canton de Genève, Roland Rietschin

Situation à Genève

A Genève, dans la loi sur la statistique publique cantonale (LStat), du 24 janvier 2014, il existe un article qui porte sur les "prestations de service statistiques effectuées pour compte de tiers".

Art. 15 Prestations de service statistiques effectuées pour le compte de tiers

1 Les producteurs de la statistique publique cantonale peuvent effectuer pour des tiers des travaux de durée limitée, tels que conseils, analyses, recherches, liés à la statistique cantonale, ainsi que des traitements complémentaires ou, avec l'accord de l'autorité statistique, insérer des questions supplémentaires dans des enquêtes statistiques, si les tiers assument les frais occasionnés ou fournissent le personnel nécessaire.

2 Ces travaux sont soumis aux principes énoncés à l'article 5, alinéas 1 à 5 et 7, et leur producteur assure la publication des résultats statistiques qui en découlent.

3 Les informations statistiques issues de tels travaux ne constituent pas des résultats de statistique publique et ne peuvent pas être assorties du label au sens de l'article 4, lettre c.

Selon cet article, les principes suivants doivent être respectés pour ces prestations de service : le secret statistique, l'indépendance professionnelle, l'objectivité et la fiabilité. En revanche, l'impartialité n'en fait pas partie. Pour plus de précisions, voir la loi et son exposé des motifs ([http://www.ge.ch/statistique/mission/cadre\\_juridique.asp](http://www.ge.ch/statistique/mission/cadre_juridique.asp)).

D'une certaine manière, on pourrait donc considérer que la question est réglée à Genève par la loi. Cela étant,

- la définition des prestations de service statistique ne recouvre pas parfaitement celle du Conseil d'éthique ;
- l'OCSTAT pourrait être appelé à assurer des prestations de service qui ne seraient pas couvertes par l'article 15, car ne correspondant pas à la définition dudit article.

Les premières recommandations émises par le Conseil en 2015 ont pour annexe une intéressante note datée de décembre 2014 élaborée par Hervé Montfort, alors membre du Conseil, qui décrit les principales activités de l'OCSTAT hors statistique publique. Ce document est disponible notamment à la page <http://www.corstat.ch/fr/statistique-suisse/consultations/2015/> (intégré au document de consultation, annexe 1).

D'autres activités peuvent être mentionnées en plus :

1) L'OCSTAT collabore avec l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT) et l'Université de Genève au sein de l'Observatoire genevois du marché du travail (OGMT), qui est chargé de suivre l'évolution du marché du travail dans le canton sous l'angle des salaires, des prestations sociales et des conditions de travail. C'est l'un des instruments instaurés dans le cadre des mesures d'accompagnement prévues par les accords bilatéraux sur la libre circulation des personnes entre l'Union européenne et la Suisse. L'OGMT est rattaché au Conseil de surveillance du marché de l'emploi (CSME), autorité compétente pour la politique générale du marché du travail dans le canton (voir <http://ge.ch/ogmt/accueil>). Le directeur de l'OCSTAT préside l'OGMT.

La loi sur l'inspection et les relations du travail (LIRT) constitue la base légale des activités de l'OGMT (art. 18 à 22A). Elle assure le respect des compétences et attributions des entités qui composent l'Observatoire et règle la question de la protection des données fournies par les entreprises. Ces dispositions clarifient la position de l'OCSTAT aux travaux d'un observatoire qui n'est pas soumis à la Charte.

2) L'OCSTAT procède parfois à des estimations à la demande de hauts fonctionnaires membres de l'état-major d'un Conseiller d'Etat qui doivent préparer des décisions ou proposer des mesures politiques. Exemples : niveau de la masse salariale, nombre de salariés actifs dans l'économie genevoise, part du tunnel du Gothard financée par le canton. Les chiffres demandés ne font pas partie de l'offre de la statistique publique mais les statisticiens publics sont les plus compétents pour les estimer sur la base de résultats de statistique publique. Il y a un arbitrage à faire entre l'esprit de service et l'assurance de la qualité. Quand des estimations de ce type sont calculées, l'OCSTAT précise clairement que ce n'est pas un résultat de statistique publique et qu'il ne saurait donc être présenté et diffusé comme tel. Les demandeurs sont généralement beaucoup moins « regardants » sur la qualité et très heureux de l'aide apportée...

La LStat prévoit que les résultats de statistique publique sont identifiés par un label (article 4, lettre c ; ce label est le logo « Statistique Genève »). Les publications de statistique publique portent ce logo, mais pas les publications élaborées, par exemple, en partenariat et ne respectant pas tous les principes définis par la loi. Il y a donc une distinction claire entre résultats de statistique publique et autres chiffres. De plus, le logo n'est pas présent sur le papier à en-tête de l'OCSTAT ; ce n'est pas le logo de l'Office, mais celui de la statistique publique genevoise.

Position de l'OCSTAT sur les recommandations du Conseil d'éthique

L'OCSTAT salue la clarté du document soumis à consultation et sa concision par rapport à la 1re version de ces recommandations.

De manière générale, ces recommandations apparaissent comme très sensées, raisonnables et empreintes de compréhension pour ce qui fait le quotidien des offices de statistique. Nous les approuvons sous réserve des nuances exprimées ci-après.

#### **Kanton Basel-Stadt, Peter Laube**

Die vorliegende Fassung berücksichtigt die Kritikpunkte aus der ersten Vernehmlassungsrunde und ist insgesamt eine gut brauchbare Empfehlung. Es bleiben aus meiner Sicht ein paar Details zu klären, auf die ich in den Kommentaren zu den einzelnen Kapiteln hinweise.

#### **LUSTAT Statistik Luzern, Norbert Riesen**

Wir unterstützen die Empfehlungen als Ganzes. Insbesondere erachten wir diese als praxisnah, weshalb sie den Statistikstellen eine echte Hilfestellung bieten in der Handhabung von Dienstleistungsaufträgen. Dazu tragen auch die verschiedenen, illustrativ genannten konkreten Beispiele bei.

## **Kapitel 2**

#### **LUSTAT Statistik Luzern, Norbert Riesen**

Die Eingrenzung der umfassenden Anwendbarkeit der Prinzipien der Charta auf öffentliche Statistik als „getreues Abbild der Realität“ erachten wir als zielführend.

## **Kapitel 3**

#### **LUSTAT Statistik Luzern, Norbert Riesen**

Die Unterscheidung zwischen Dienstleistungen als integrierender Bestandteil der öffentlichen Statistik (umfassende Anwendbarkeit der Charta) von übrigen Dienstleistungen sowie die Typologie statistischer Dienstleistungen erachten wir als zweckmässig.

Wir schlagen jedoch vor, in Kapitel 3.3 im Unterpunkt Ac den zweiten Satzteil „.....“, aber mit den Zielen „.....“ ersatzlos zu streichen. Es gibt aus unserer Sicht keinen zwingenden Grund, speziell bei Erhebungen einen direkten Link zur Vereinbarkeit mit den Zielen der öffentlichen Statistik vorzunehmen.

---

## Kapitel 4

### Kanton Basel-Stadt, Peter Laube

Kap 4.2 Zur Führung von Registern, die für administrative Zwecke zugänglich sind  
Bevor die Bedingungen aufgeführt werden, unter denen Statistikstellen Register nutzen könnten, die auch administrativ verwendet werden, würde ich darauf hinweisen, dass Statistik- und Administrativregister idealerweise getrennt zu führen sind. Dies entspricht der anzustrebenden institutionellen Trennung von Statistik und administrativer Tätigkeit. Die Statistikstellen sollten sich beim Aufbau von Administrativregistern einbringen, um deren Verwendung für statistische Zwecke sicher zu stellen. Das Führen von Registern zu statistischen Zwecken sollte dann idealerweise getrennt von den Administrativregistern erfolgen, z.B. in Form von periodischen Snapshots. Dadurch kann zum einen das Statistikgeheimnis besser garantiert werden. Zum anderen erlaubt es den Aufbau von Zeitreihen, denn die Administrativregister sind oft tagesaktuell und ermöglichen keine Historisierung.

Anschliessend könnte dann mit den Bedingungen für den zweitbesten Fall, „gemeinsame“ Nutzung von Registern für administrative und statistische Zwecke, fortgefahren werden.

### LUSTAT Statistik Luzern, Norbert Riesen

Sowohl die allgemeinen Grundsätze als auch die konkreten Empfehlungen betreffend der Führung von Registern erachten wir als nachvollziehbar, vernünftig und zweckmässig.

## Kapitel 5

### Canton de Genève, Roland Rietschin

Point 5.3 : bien que convaincus des avantages d'une bonne base légale, nous ne comprenons pas pourquoi une base légale est nécessaire en particulier pour les prestations citées.

Point 5.4 : si un office de statistique exploite une base de données fournie par un service administratif pour ce dernier, c'est la base légale dudit service qui s'applique. Il pourrait ainsi y avoir des situations où le secret statistique ne s'applique pas.

Point 5.7 : l'OCSTAT a déjà diffusé sur son site Internet les résultats d'exploitations particulières opérées à la demande notamment d'hommes politiques et de syndicalistes. S'il ne l'avait pas fait, les adversaires politiques des demandeurs n'auraient pas pu disposer de ces informations et ils auraient pu émettre des reproches à l'OCSTAT quant au respect du principe de service universel. En revanche, l'OCSTAT n'a pas diffusé le rapport sur les relations entre le taux de chômage et le dispositif de prise en charge des demandeurs d'emploi à Genève ainsi que sur les conséquences de la révision de la loi sur l'assurance-chômage sur le taux de chômage cité dans l'annexe susmentionnées élaborée par Hervé Montfort pour les raisons qui y sont exposées (refus de l'autorité politique mandante).

---

## **Kanton Basel-Stadt, Peter Laube**

### 5.3 Zur Notwendigkeit einer Rechtsgrundlage

-Vergrößerung einer Stichprobe: Die Möglichkeit der kantonalen Anpassung einer vom Bund vorgegebenen Stichprobengröße (Bsp. Strukturhebung, thematische Erhebungen) ist auf Bundesebene in einer expliziten Rechtsgrundlage (Volkszählungsgesetz Art. 8) geregelt. Sie zielt wohl darauf ab, den Kantonen das Recht zur Stichprobenerhöhung zu gewähren und beinhaltet zugleich einige Bedingungen (Volkszählungsverordnung Art. 20-23). Es ist richtig, dass die Durchführung von eigenen Datenerhebungen sowie die Datenerhebungen für Dritte rechtlich legitimiert sein müssen. Eine explizite Rechtsgrundlage zur Vergrößerung der Stichprobe einer Erhebung, die eine regionale Statistikstelle in ihrem Hoheitsgebiet durchführt, scheint mir nur dann notwendig, wenn z.B. den Gemeinden das Recht zur Erhöhung bestimmter Stichproben gesetzlich garantiert werden soll. Andernfalls können Stichprobenerhöhungen auf Wunsch – aber nicht garantiert – erfolgen, eine explizite Rechtsgrundlage ist dazu nicht nötig. Es sollte reichen, wenn im kantonalen Statistikgesetz das Erbringen von statistischen Dienstleistungen für Dritte festgehalten ist.

-Einbau zusätzlicher Fragen in einen Fragebogen der öffentlichen Statistik: Für zusätzliche Fragen in einer Erhebung mit gesetzlich vorgegebenem Merkmalskatalog ist eine explizite Rechtsgrundlage notwendig. Für zusätzliche Fragen in einer Erhebung mit allgemeinem Titel wie z.B. „Bevölkerungsbefragung“, d.h. ohne gesetzlich vorgegebenen Merkmalskatalog, ist eine explizite Rechtsgrundlage nicht notwendig, wenn die zusätzlichen Fragen dem Zweck der Erhebung entsprechen. In beiden Fällen wird vorausgesetzt, dass die Statistikstelle rechtlich legitimiert ist, statistische Dienstleistungen zu erbringen und dass es sich nur um zusätzliche Fragen handelt, die dem unter 2.1 postulierten Bedarf an statistisch relevanten Informationen entsprechen.

## **LUSTAT Statistik Luzern, Norbert Riesen**

Die Empfehlungen zur Anwendbarkeit der einzelnen Prinzipien erachten wir im Ganzen als angemessen und vernünftig.

Im zweitletzten Absatz des Kapitel 5.7 könnte im ersten Satz „..politische Parteien ....“ ergänzt werden mit „sowie wichtige Interessensgruppen“. Begründung: Wichtige Interessensgruppen wie Wirtschafts- oder Gemeindeverbände, können einen ähnlichen Einfluss auf die öffentliche Meinungsbildung nehmen wie politische Parteien

## **Kapitel 6**

### **Canton de Genève, Roland Rietschin**

Point 6.4 : voir le paragraphe du chapitre 5 sur le logo « Statistique Genève ». L'OCSTAT respecte ainsi parfaitement les recommandations émises : c'est même la LStat qui l'impose.

### **LUSTAT Statistik Luzern, Norbert Riesen**

Die konkreten Aussagen zur Anwendbarkeit einzelner Prinzipien, bezogen auf die verschiedenen Typen von Dienstleistungen sind sehr wertvoll. Sie bieten eine in der Praxis anwendbare Hilfe zur Beurteilung bzw. Gestaltung von Dienstleistungsaufträgen.

Im Kapitel 6.1 schlagen wir vor, im ersten Satz „grosse“ durch „gewisse“ Zurückhaltung zu ersetzen. Das Bedürfnis nach erhebungsbezogenen Dienstleistungen ist vorhanden und es stellt sich hier auch die Frage, wer dieses befriedigt – und hier ist im Zweifelsfall die qualitativ gute Durchführung durch eine Institution der öffentlichen Statistik besser als eine fragwürdige Erhebung durch einen Dritten.

Quelle: Forum von [www.corstat.ch](http://www.corstat.ch) / 4. Oktober 2016